



Le niveau d'activité du groupe sur l'exercice est néanmoins resté inférieur au point d'équilibre et la société a continué d'utiliser sa trésorerie pour financer les pertes opérationnelles. Cependant, le niveau atteint lors du quatrième trimestre a permis de dépasser légèrement ce seuil de rentabilité et a ainsi contribué au renforcement de la trésorerie sur le second semestre. Cette trésorerie a par ailleurs été augmentée en juillet à hauteur de 0,3 million d'euros par le biais d'un Prêt Régional au Maintien de l'Emploi qui a été accordé à Egide SA par la région PACA et le département de Vaucluse. Ce prêt sans intérêts, remboursable sur 7 ans dont 2 ans de différé de paiement, a été obtenu dans le cadre du soutien aux nombreuses embauches intervenues au cours de l'exercice 2010 sur le site de Bollène. La filiale Egide UK a quant à elle obtenu un prêt de £ 71 000 remboursable sur 3 ans, uniquement garanti par ses actifs, afin de financer son besoin en fonds de roulement. Ce prêt prend la suite de celui qui avait été accordé à la société en 2008 pour £ 65 000 (garanti par Egide SA) et dont le solde a été remboursé par anticipation fin 2010.

Les perspectives d'activité pour 2011 devraient permettre au groupe de se maintenir à des niveaux suffisants pour ne plus générer de pertes opérationnelles et ainsi réduire la consommation de trésorerie. La finalisation de la cession en cours du site marocain devrait également permettre de supprimer les coûts fixes liés cette filiale et donc de diminuer son impact sur la trésorerie d'Egide. Le recours à l'affacturage sera néanmoins maintenu sur les trois sociétés du groupe afin de financer le besoin en fonds de roulement et les investissements nécessaires au développement de l'activité qui redémarre. Au 31 décembre 2010, la trésorerie disponible consolidée était de 1,68 million d'euros et l'endettement hors factor de 0,77 million d'euros (y compris l'emprunt d'Égima de 0,49 million d'euros).

9.2 Résultat d'exploitation

Voir § 20.5.2 du présent document de référence relatif aux termes du rapport de gestion.

9.2.1 Facteurs historiques ayant influé le chiffre d'affaires

La crise des télécommunications de 2001 a entraîné une chute brutale du chiffre d'affaires du groupe. La crise économique mondiale de 2009 a également fortement pesé sur le développement de la société. La structure du groupe a constamment été adaptée au nouveau niveau d'activité mais malgré cela, et compte tenu des coûts fixes minimum liés au fonctionnement de tous les sites de production, le niveau des ventes reste déterminant pour assurer la rentabilité de la société.

9.2.2 Éléments importants susceptibles d'influer sensiblement les revenus d'exploitation

- Évolution du marché des télécoms (voir § 6.2.2 et 6.3) ;
- Évolution du marché militaire et spatial (voir § 6.2.1) ;
- Évolution du marché industriel (voir § 6.2.3) ;
- Risques de change (voir § 4.1.2) ;
- Baisse des prix (voir § 4.4.2) ;
- Évènements exceptionnels (voir § 6.3).